

**S.C.P. GUIDETTI – BOZZARELLI – LE MAT**  
**SOCIETE D'AVOCATS**

**Serge BOZZARELLI**

*Avocat*

**Gaëlle LE MAT**

*DESS propriété industrielle et  
intellectuelle*

*Certifiée apte au suivi des procédures d'appel*

**François GUTIERREZ**

*Diplômes GEA – ICH Expertise*

*Juriste Collaborateur*

**Monsieur Jean-François BENOIT**

Expert Judiciaire

Atelier d'Architecture

22 rue Helbronner

38100 GRENOBLE

Grenoble, le 09 septembre 2021

N. réf. : 190135 - AVIVA ASSURANCES / MMA IARD - GLM/GLM

V. réf. : Ord TGI GRENOBLE du 22.05.2019 - RG N° 19/00284

NOBILI-VOSSIER / SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE

**DIRE RECAPITULATIF A EXPERT JUDICIAIRE**  
**Article 276 du Code de Procédure Civile**

Monsieur l'Expert,

Je vous rappelle intervenir dans cette affaire sous références, en qualité de Conseil de la Société AVIVA ASSURANCES, recherchée en qualité d'assureur de la Société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE, pour l'activité de contractant général.

Je vous rappelle à cet effet, que la Société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE était également maître d'œuvre dans le cadre de ce chantier, et est assurée auprès des MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Au terme de votre pré-rapport, je note que le PV de réception du 5 septembre 2018 fait état de réserves lesquelles n'ont pas été levées.

Il en résulte que les garanties de la Compagnie AVIVA ASSURANCES n'ont manifestement pas vocation à s'appliquer.

Pour certains des désordres et compte tenu des non conformités constatées lors de l'unique réunion le 27 septembre 2019, vous avez autorisé les demandeurs à faire réaliser des travaux de sécurisation, et vous indiquez dans votre pré-rapport que vous allez organiser une nouvelle réunion, après réception des éléments, et dans le strict respect du contradictoire.

A ce titre, vous avez rappelé que les mesures sanitaire ne vous ont pas permis de contrôler les travaux effectués.

... / ...

**Case B 40 -- rcs Grenoble : 388 429 615**

15, rue Hébert 38000 GRENOBLE – Tel. 04.76.44.00.18 / Fax. 04.76.51.15.39 – Arrêt tramway Verdun

Vous pouvez nous envoyer vos correspondances par courrier électronique : **office@avocats-gblm.eu**

**ATTENTION ! Les dossiers terminés sont archivés pendant 5 ans – Au-delà ils sont entièrement détruits**

**IBAN FR76-1382-5002-0008-7728-2468-838 – CE RHONE ALPES**

Il apparaît également, que pour les désordres évoqués qui ont fait l'objet d'une sécurisation, et pour les autres points, sur lesquels je m'interroge sur leur examen contradictoire (à l'issue de votre première réunion et au regard de votre compte rendu n°1 de la réunion du 27 septembre 2019, je ne retrouve pas les désordres allégués et constatés), ceux-ci doivent être examinés au contradictoire des représentants des lots concernés.

En effet, j'observe que vos préconisations concernant les travaux de reprise sont faites par rapport à des listes de réserves et sur la base d'un PV d'huissier du 10 janvier 2019, donc antérieur votre désignation.

Vos préconisations ne sont donc pas fondées sur des constatations.

Comme le souligne le Conseil des MMA IARD et des MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, il est important que toutes constatations et investigations utiles concernant les non-finitions, éventuelles malfaçons et désordres invoqués par les Consorts VOSSIER – NOBILI, soient faites au contradictoire de l'ensemble des parties concernées.

Aussi, je vous prie de trouver ci-joint copie des appels en cause que je fais délivrer (je suis dans l'attente de la date qui doit nous être donnée par le Tribunal en application des nouvelles règles procédurales).

Cela vous permettra d'organiser une nouvelle réunion au contradictoire de l'ensemble des entreprises concernées.

Telles sont les observations que souhaitaient apporter la Compagnie AVIVA ASSURANCES à votre pré-rapport, que je vous remercie de bien vouloir considérer comme valant **Dire récapitulatif à Expert** à annexer à votre rapport définitif après y avoir, en application de l'article 276 du Code de Procédure Civile, apporté toutes les réponses que vous jugerez utiles.

Je vous souhaite parfaite réception de la présente que j'adresse en copie à l'ensemble de mes contradicteurs.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Expert, l'expression de ma considération la meilleure.

**Gaëlle LE MAT**



**PJ :**

- Copie appel en cause

**COPIE POUR INFORMATION A :**

- CABINET FAVET – Ref. : MMA / VOSSIER 19061 - LFA/ELE
- Maître GRANDGONNET – Ref. NOBILI - VOSSIER / SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE (Dossier 3181207)